

PREMIÈRE TABLE RONDE

Périls et enjeux pour l'éducation en Amérique

Participant.es et participants: Jean-Claude Jean, Haïti; Anne-Marie Milon Oliveira, Brésil; Alejandra Rossel Diaz, Pérou; Céline Saint-Pierre, Québec.

CÉLINE SAINT-PIERRE

La présentation de la présidente du Conseil supérieur de l'éducation du Québec a été revue pour l'édition. On en trouvera le texte à la fin de cette table ronde. En voici les grandes lignes. La situation au Québec et au Canada est celle d'une réforme du système d'éducation axée sur la performance et la réussite scolaire. Des progrès immenses ont été accomplis au cours des dernières décennies, mais il reste des problèmes préoccupants, tels la persévérance aux études, l'abandon scolaire, la formation des maîtres. Un volet important consiste en l'implantation de l'éducation à la citoyenneté dans le projet éducatif à tous les ordres d'enseignement. L'éducation supérieure est dans une situation inquiétante à cause de l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il faut intensifier la coopération internationale dans l'enseignement supérieur.

JEAN-CLAUDE JEAN

Je dirais d'abord qu'en Haïti, comme dans bien d'autres pays du Tiers-Monde et dans ces pays qui appartiennent au bloc qu'on peut qualifier de monde inutile, pour reprendre une expression du *Monde diplomatique*, la situation de l'éducation est radicalement différente de ce qui se passe dans les pays du Nord, dans les pays dits viables ou utiles. La situation est différente parce que, si dans le Nord on peut de manière sensée se préparer à l'élaboration, à la production d'une formation alternative dans le contexte de la mondialisation, dans le Sud, et particulièrement dans ces pays dits inutiles, le problème est surtout de rendre l'éducation accessible. En Haïti, particulièrement, et dans ces pays du Sud, l'éducation a été le principal facteur de progression sociale. L'éducation a toujours été un atout stratégique dans la lutte qui oppose les classes dominantes et privilégiées aux couches sociales défavorisées et appauvries. L'éducation est alors un moyen de contrôle des couches populaires et, par conséquent, un atout majeur des élites pour assurer et garantir leur suprématie. En Haïti, l'accès à l'éducation a toujours été le privilège des élites noires et mulâtres. La masse, donc l'immense majorité des Haïtiens, a toujours été exclue de l'éducation, comme de la société d'ailleurs.

Le système d'apartheid qui s'est installé en Haïti et qui maintenait les masses en dehors de la vie sociale et économique, en dehors de la vie politique, s'est appuyé pendant de nombreuses années sur la monopolisation du droit à l'éducation par les élites. Sous le régime obscurantiste de François Duvalier, le système d'éducation et particulièrement les intellectuels, les enseignants et les étudiants étaient l'une des cibles privilégiées de la répression et de la terreur que le dictateur faisait régner sur le pays. À partir des années soixante, le départ massif des intellectuels et des enseignants, allié au sous-financement du système, a entraîné une dégradation progressive de l'instruction publique dans le pays. À la chute du régime Duvalier, en 1986, la situation de l'éducation était déjà alarmante, mal-

gré l'augmentation par ailleurs considérable des établissements d'enseignement. Quinze ans après la chute du régime, l'instabilité politique chronique et l'irresponsabilité des dirigeants, y compris des « lavalasiens » au pouvoir avec Aristide, ont mené à la décomposition totale du système d'éducation haïtien, malgré l'existence de certains espaces qui continuent à offrir une formation de qualité à certains groupes de l'élite.

Voici quelques éléments qui permettront de situer le problème de façon plus concrète. En fait, en Haïti, il y a consensus national sur l'urgence de relever le niveau d'éducation, aussi de travailler davantage à la formation des maîtres. Toutefois, le plan national adopté par le ministère de l'Éducation nationale n'est pas connu des principaux acteurs de la base ; dans les faits, ni les enseignants ni l'État n'ont les moyens de faire appliquer un plan. L'État consacre seulement 12% de son budget à l'éducation et il ne contrôle finalement que 20% des établissements d'enseignement. Il y a eu un accroissement des établissements d'enseignement privés qui sont totalement indépendants et qui engagent des enseignants non formés et non préparés, ce qui contribue à la dégradation du système. Les écoles publiques sont délabrées et il y manque de tout. Il manque de matériel didactique, même à l'université.

Par exemple, à l'École normale où j'enseigne, le professeur doit fournir les documents aux élèves, mais ceux-ci sont trop pauvres pour se procurer la documentation de base. Le professeur doit donc fournir les photocopies et tout, jusqu'à la craie et le chiffon. Cela vous donne une idée de l'état de l'éducation en Haïti. La demande en éducation ne fait que s'accroître, cependant il y a une incapacité totale de l'État de répondre à cette demande. Cette incapacité fait en sorte que des aventuriers et des hommes d'affaires font pousser des écoles comme des champignons, mais ce sont des écoles à rabais. Voilà donc en gros traits la situation. J'espère que nous aurons le temps et l'opportunité d'approfondir ces quelques éléments. En conclusion, je dirais que la revalorisation de l'éducation en Haïti passe par une

stabilisation de la situation politique et la capacité des groupes de la société civile à forcer l'État à assumer un rôle dans la gestion de l'éducation.

ALEJANDRA ROSSEL DIAZ

Je suis heureuse d'être parmi vous ; je suis enseignante, moi aussi. Vous connaissez bien le Pérou à cause de Fujimori, n'est ce pas ? C'est par lui que le Pérou fait la manchette des journaux. Je trouve très important que ce colloque centre la réflexion sur la relation entre l'éducation et le phénomène de la globalisation économique. Malheureusement, au Pérou comme dans presque toute l'Amérique latine, on ne réfléchit pas à la mondialisation. Actuellement, on pense davantage à ce qu'on pourrait faire face à l'analphabétisme, ainsi qu'à la nécessité d'augmenter la couverture sociale de l'éducation.

Une chose très intéressante à faire ici serait de regarder le programme de l'éducation au Pérou dans les années quatre-vingt-dix : ce sont des programmes de relèvement structurel de la Banque mondiale, qui ont été appliqués dans mon pays et dans presque tous les autres pays de l'Amérique latine, comme au Chili et au Brésil. Quel est le rôle de la Banque mondiale par rapport à la mondialisation, en ce qui regarde le financement de l'éducation ? Le Pérou n'est pas un pays riche et la moitié de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Près de 95% des citoyens reçoivent une éducation par un système public très centralisé. Le programme actuel vise à améliorer l'accessibilité des jeunes enfants à l'école. Mais parce que beaucoup de jeunes sont dans la rue pour travailler afin d'apporter un peu d'argent à la famille, leur assiduité à l'école est difficile et compromise.

Dimanche prochain, se tiendront les élections présidentielles, un moment très important pour nous, puisqu'on vient d'en finir avec la dictature de Fujimori. Nous avons l'espoir de changer la situation politique de notre pays. Tous les candidats ont affirmé, un peu par démagogie, leur volonté de maintenir l'éducation gratuite. Un seul candidat

a parlé d'éducation privée. Je pense que cela fait partie d'une stratégie de mondialisation qui vise la dispersion, la désorganisation et une diminution du syndicalisme enseignant. Les objectifs visés sont ceux des grandes firmes transnationales, ceux des monopoles établis dans notre pays.

ANNE-MARIE MILON OLIVEIRA

Pour la première fois, on voit la question de la mondialisation évoquée de façon générale dans la grande presse et aussi à la télévision. Je pense que des millions de personnes qui n'en avaient jamais entendu parler ont pris connaissance de ce fait. Le premier Forum social mondial tenu à Porto Alegre en janvier 2001 a été un événement extraordinaire. Il y est venu 15 000 personnes, beaucoup plus qu'on n'en attendait; tous les petits mouvements, les organisations qui militent en faveur de l'éducation et aussi de grandes organisations, telles que les syndicats, se sont rencontrés et ont commencé à établir un réseau d'échanges. Voilà un fait très nouveau et très important.

Pour parler un peu de la situation de l'éducation au Brésil, je dirais que nous sommes peut-être à mi-chemin entre Haïti et le Canada, au quart du chemin peut-être. Au Brésil, le réseau scolaire est assez étendu et à peu près universel, sauf dans certaines régions rurales très éloignées où il y a encore des problèmes. Comme 80 % de la population brésilienne vit dans les villes, on peut dire que la grande majorité des enfants ont accès à l'école. Cela fait une différence avec beaucoup d'autres pays du Tiers-Monde. Une particularité : les filles vont à l'école tout autant que les garçons, et peut être même davantage que les garçons dans certaines régions où ceux-ci sont tenus d'accomplir des tâches au champ ou de travailler.

L'école est obligatoire de 7 à 14 ans, comme le prévoit la Constitution du pays. C'est évident qu'il y a des dérogations, mais on a un taux moyen de scolarisation de presque quatre ans, ce qui est déjà beaucoup pour un pays du Tiers-Monde. Cependant, beaucoup d'enfants sortent de l'école analphabètes fonctionnels, c'est-à-dire qu'ils sont tout juste

capables de déchiffrer un texte. Au bout de quelques années de non-utilisation de l'écrit, certains deviendront même des analphabètes. On a dit que c'est parce que ces enfants sont sous-alimentés, parce qu'ils appartiennent à des familles déstructurées, que leur culture est pauvre et insuffisante. On a cherché bien des motifs. Le dernier qu'on a trouvé, celui qui est le plus à la mode, est que c'est la faute des enseignants qui seraient très mauvais. À partir d'ici, j'utiliserai le féminin, car 99,90% de l'enseignement primaire est assumé par des femmes. Ces enseignantes sont tenues pour incompetentes. Évidemment, comme dans toute vision idéologique, il y a une parcelle de vérité qui fait que cette vision semble s'appliquer à l'ensemble.

Il est vrai que la formation de base des enseignantes est pauvre et superficielle, car elle est reçue encore jusqu'à présent au niveau secondaire. À la sortie du primaire, à 14 ans, elles entrent à l'école normale, comme autrefois en France, et au bout de trois ans, elles en sortent institutrices. L'enseignement, dans ces écoles normales, est très pauvre, très faible et très schématique, livresque, et surtout basé sur l'apprentissage par cœur. J'ai beaucoup de contacts avec ces enseignantes, puisqu'elles constituent la grande majorité de mes étudiants à la faculté. Elles me disent l'effroi et l'horreur de leurs premières journées de classe, comment elles ont dû tout réapprendre et reconstruire sur le tas. Il y a un fond de vérité dans la carence de la formation qu'elles reçoivent. Nous avons une association nationale pour la formation professionnelle des enseignants au Brésil, laquelle se préoccupe de ce problème depuis de nombreuses années et qui a produit plusieurs documents. On préconise une formation supérieure, approfondie, qui donne accès aux théories et qui permettrait aux enseignantes et aux enseignants de devenir des praticiens chercheurs, des professionnels autonomes. Le cours auquel je participe à l'Université Fluminense a vraiment cette optique.

Le gouvernement actuel de Henrique Cardoso entretient le grand espoir d'appartenir au groupe des pays développés, car le Brésil est un pays riche en ressources. Le gou-

vernement veut se mettre au diapason international des politiques mondiales. La Banque mondiale y a une influence très forte et prépondérante sur les politiques éducationnelles du pays. Ce gouvernement se trouve pris en quelque sorte entre les mouvements enseignants qu'il donne l'air de respecter — mais qu'en réalité il ignore — et les injonctions de la Banque mondiale qui accompagnent le financement. Par exemple, il n'y a pas de financement pour l'éducation des adultes et pour le préscolaire. Ainsi, la Banque mondiale va commencer à imposer ses règles. Or ces injonctions vont à l'encontre de ce que nous préconisons au sein de notre association. Ces règles visent une formation de base rapide et très technique, axée sur le comment faire en classe. Tout au long de leur carrière, on doit fournir aux enseignantes une formation d'appoint, des stages courts, du recyclage — un mot qui me fait horreur car il évoque l'idée des ordures. Comme on recycle des ordures, il faut aussi recycler les enseignantes, leur mettre entre les mains des instruments très concrets. Il faut établir un programme qui va les guider d'une façon précise et minutieuse dans l'accomplissement de leur tâches.

Voilà la volonté du gouvernement actuel. Par le biais de notre Conseil national de l'éducation, il émet des directives concrètes, des paramètres curriculaires, des programmes minutieusement détaillés. Chaque enseignante les reçoit et doit respecter strictement ces orientations. On insiste aussi beaucoup sur l'enseignement à distance. C'est là qu'intervient le monde de l'entreprise privée, particulièrement le réseau de télévision Globo qui est, en importance, le troisième au monde. Ce dernier a créé une chaîne spécialisée, destinée à la formation des enseignantes, Canal Futura. Ce ne sont pas toutes les émissions qui sont mauvaises, mais le fait qu'il s'agisse d'une initiative privée destinée à former les enseignantes du secteur public. L'enseignement privé ne s'adresse qu'à l'élite, c'est-à-dire à ceux qui peuvent payer.

Un troisième point sur lequel la BM insiste beaucoup, c'est la question des manuels scolaires; il vaut beaucoup

mieux dépenser de l'argent pour les manuels scolaires que pour la formation. C'est plus efficace, pense-t-on. Il faut des manuels pour guider pas à pas les enseignantes dans leurs tâches ; à la limite, celles-ci vont suivre une partie du manuel à chaque jour. Ainsi, on est assuré que ce qu'elles vont faire sera correct, qu'elles ne vont pas dire trop de bêtises, car tout est écrit, tout est là. On cherche à téléguider les enseignantes. Bien sûr, on n'en est pas encore là, mais on est rendu à cette croisée des chemins. À notre faculté universitaire, on croit beaucoup à la formation approfondie. Mais nous sommes menacés, car le gouvernement vient d'imposer par décret que la formation supérieure des enseignantes ne se fera plus à l'université, mais exclusivement dans des instituts supérieurs d'éducation où il ne se fait pas de recherche. M^{me} Saint-Pierre parlait de cette question qui pour nous est absolument cruciale, car il existe une recherche très riche en Amérique latine et celle-ci est injustement ignorée. On nous laisse crier dans notre désert et notre recherche n'est pas prise en considération par les autorités. Par ailleurs, il y a tout un programme de privatisation des universités voulu par le FMI. Le gouvernement doit consacrer son argent exclusivement à l'enseignement fondamental. Il est donc vrai que la recherche deviendra menacée au Brésil, comme ailleurs. On continuera à en faire grâce à nos propres ressources, puisqu'il ne sera plus possible d'obtenir des crédits, surtout dans un domaine comme l'éducation. Si les choses continuent comme cela, c'est notre réalité à tous qui changera.

J'ai appris qu'en Ontario on a créé un Conseil de l'ordre des enseignants. Nous avons déjà des programmes de qualité totale implantés par l'État dans toutes les municipalités et les enseignantes sont invitées à y participer. C'est la logique de cette entreprise, et cela devient universel à travers la diversité des pays. La mondialisation a des commandements communs et on va les retrouver au Canada, comme au Brésil, au Pérou ou en Haïti.

Je trouve très important d'être ici aujourd'hui. Je suis très émue et je pense que nous devons nous unir et créer un internationalisme pour lutter contre cette mondialisation.

Questions

René Denis (Cégep Édouard-Montpetit, enseignant): Madame Oliveira, nous savons que le Forum social mondial du Brésil a été accueilli grâce au Parti des travailleurs brésiliens, si j'en ai cru l'information dans les journaux. Pouvez-vous nous parler de l'importance de ce parti au Brésil quant à son action ou à ses positions en matière sociale. Bien sûr, il est en position de gouvernance, comme on dit maintenant dans certaines municipalités du Brésil ou peut-être certains États, et c'est grâce à ce parti que le Forum social mondial a eu lieu à Porto Alegre. Comme vous l'avez souligné vous-même, il s'agit là d'un événement important.

ANNE-MARIE MILON OLIVEIRA

Le Parti des travailleurs fait partie de ce qu'on a appelé le «Renouveau politique» après la fin de la dictature militaire en 1984. À ce moment-là, on a vu venir au jour des organisations qui existaient de façon clandestine et souterraine. Le Parti des travailleurs, la Centrale unique des travailleurs (CUT), qui est une confédération syndicale radicalement différente de ce qui existait auparavant, sont effectivement des espaces publics extrêmement importants. En effet, pour la première fois au Brésil, on voit concrètement ce parti d'orientation tout à fait socialiste accéder au pouvoir. C'est un très grand défi pour tout parti d'opposition. À Porto Alegre, il est porté au pouvoir pour la quatrième fois consécutive; ainsi ce parti aura été au pouvoir municipal pendant 16 ans. Porto Alegre a été choisie pour tenir ce forum international parce que, comme nulle part ailleurs dans le monde, on a réussi dans cette ville à mettre en place une gestion démocratique des ressources financières. Les gens peuvent participer au niveau des quartiers, il y a des conseils, etc. C'est une expérience assez extraordinaire. Il y a d'autres municipalités qui sont récemment acquises au Parti, au cours des dernières élections municipales. Le Parti des travailleurs a gagné beaucoup de villes

dans divers États et notamment la plus grande ville du Brésil, São Paulo, qui est, je crois, la troisième ville du monde par sa population. C'est un défi gigantesque et, de plus, c'est une femme qui a été élue à la mairie. On a beaucoup d'espoir.

Jonathan Plamondon (Cégep du Vieux-Montréal, étudiant): Depuis ce matin, on parle de solidarité et de coopération pour le droit à l'éducation; je crois que les étudiantes et les étudiants du collégial partagent les mêmes buts pour une éducation gratuite, équitable et accessible. L'une des coopérations les plus importantes pour ce droit à l'éducation, c'est celle entre l'étudiant et l'enseignant au sein même de l'institution. Pour en juger par la place qui est faite aux étudiants aujourd'hui à ce colloque, je trouve que la coopération a été mise quelque peu de côté.

ARIANE ÉMOND

M^{me} Saint-Pierre nous a parlé tout à l'heure d'un autre rêve qu'il faudrait apprendre à définir ensemble, celui de la continentalisation de l'éducation au sein des Amériques, et de revoir notre participation à la coopération internationale. Qu'en pensent nos invités? Qu'aimeraient-ils voir changer dans ces rapports selon un axe de solidarité qui viendrait de la coopération?

ANNE-MARIE MILON OLIVEIRA

Il y a une idée évoquée par M^{me} Saint-Pierre qui m'a touchée, celle de la coopération pour la recherche entre les universités du Nord et du Sud. Je crois que nous faisons de la recherche valable au Brésil, comme dans tout l'hémisphère sud. Toutefois, on a l'impression que ces recherches se heurtent à une barrière qui est celle des pays développés. On reçoit les résultats des recherches du Nord, recherches françaises, canadiennes et autres, mais les recherches menées dans les pays moins développés n'ont aucun écho. Je crois que dans les universités du Nord, on

entretient l'idée que la recherche faite dans nos pays est sous-développée. Ce n'est pas vrai du tout. Sous certains aspects, nous sommes en avance sur vous dans les analyses de la mondialisation et de ses effets dommageables. Il y a des échanges à faire et on pourrait vous apporter nos expériences.

ALEJANDRA ROSSEL DIAZ

En ce qui a trait à la coopération internationale, je dirais qu'il faut faire une différence entre les types de coopération: la coopération non gouvernementale entre pays et la coopération bilatérale gouvernementale. Cette dernière relève des objectifs des gouvernements. En Amérique latine, les États-Unis occupent beaucoup de place. En matière d'éducation, l'aide bilatérale n'est pas très transparente pour ce qui est de la mission éducative. On fait des programmes sans débat public. Par ailleurs, la coopération non gouvernementale est davantage axée sur la solidarité et le développement communautaire. Le FMI a dit aux gouvernements du Nord que l'Amérique latine s'était améliorée selon les indicateurs sociaux, ce qui est très dangereux pour nous, car ce n'est pas la vérité. Il invite donc ceux-ci à destiner désormais leurs efforts à l'Afrique et à l'Asie, les Caraïbes et l'Amérique latine se trouvant ainsi négligées.

Au Pérou, nous avons une coopération importante avec des organismes non gouvernementaux, comme Développement et Paix, dont la mission est clairement de contribuer à la démocratisation sociale. La démocratie est nécessaire pour redresser des communautés qui ont été désorganisées par le retrait de l'État. Sans cet effort de restructuration, il devient plus facile, pour la mondialisation néolibérale, de s'étendre dans notre pays. C'est très important de rester regroupés, comme pour les syndicats qui doivent maintenir la négociation collective. Au Pérou, il n'y a plus de telle possibilité, car les contrats sont devenus privés et il n'y a pas de sécurité du travail. La privatisation a pris une ampleur telle qu'on dit que le pays est à vendre. L'État est réduit à administrer les programmes internationaux qui

proviennent du Nord. Pour nous, il est important de regarder de façon critique tous ces programmes qui n'ont pas d'objectifs de solidarité.

JEAN-CLAUDE JEAN

La coopération en Haïti est indispensable; elle se fait déjà beaucoup et c'est grâce à cette coopération qu'on arrive à maintenir un minimum au niveau universitaire. On reçoit beaucoup d'enseignants et de professeurs d'université qui viennent enseigner en Haïti dans le cadre d'échanges. Étant donné le déficit du système, je pense que cette coopération se limite à faire du bouche-trou. Étant donné les problèmes locaux, cette coopération n'arrive pas à donner le maximum espéré. À l'École normale supérieure, qui forme les enseignants en Haïti, il manque tout le département de pédagogie, de philosophie, d'éducation; de plus, l'encadrement pédagogique de nos étudiants est mal assuré. C'est grâce à la coopération des universités montréalaises, par l'intermédiaire d'un ancien professeur, qu'au cours des dernières années, il y a eu une amélioration de la qualité de la formation donnée dans cette école. Malheureusement, cette collaboration a pris fin pour des raisons que j'ignore. Je pense que, pour être efficace, cette collaboration doit être ciblée, sinon c'est du saucissonnage. Par ailleurs, je pense aussi que, sur un plan plus informel, ce qui pourrait aider, c'est la mise en place de structures comme les syndicats. Il n'existe pas de structures parallèles à l'État capables d'influencer véritablement la définition des programmes et leur application. La coopération pourrait alors être indispensable.